

## En théorie : Le programme régional du FN

Plus besoin d'imposture pour obtenir un document du FN. Qui que vous soyez, vous obtiendrez ce que vous voudrez par fax et dans les trente minutes. Le service élections, vitrine du parti en campagne, affiche une mine polie—limite cordiale— qui ne peut que troubler ses interlocuteurs journalistes. Avec un bémol toutefois, si les listes de candidats et d'élus filtrent facilement, le programme des régionales, lui, ne suit pas. Aussi nous le sommes nous procuré avec les bonnes vieilles méthodes. Bilan. Rien de

très neuf... Le FN se présente comme toujours comme «*la vraie opposition au socialo-communisme*» et appelle à «*sanctionner la classe politique*» coupable à ses yeux d'avoir imposé «*50 milliards d'impôts supplémentaires*». Au sein des conseils, ils déclarent vouloir baisser les impôts, favoriser l'implantation des entreprises et lutter contre la corruption des élus régionaux. Illustrée entre autres par l'exemple de Didier Shuller (lequel continue à toucher ses indemnités alors qu'il est en cavale),

mais aussi l'attribution de 500 000 F à la secte Madarom par le Conseil général des Alpes de Hautes Provence. Autre exemple : les voyages humanitaires subventionnés par les régions et que le FN présente comme de véritables colonies de vacances pour élus en goguette. Enfin, sans surprise, le FN proteste surtout contre les politiques sociales et les aides au logement. Pour l'occasion, un conseiller FN s'est même amusé à comptabiliser le nombre d'immigrés bénéficiant de logements sociaux.

### La pratique au conseil régional Rhône Alpes

Loin des laboratoires du sud, Bruno Gollnisch et ses troupes bouillonnent de nocivité pour la région Rhône-Alpes...

#### Faites ce que je dis...

t Au conseil régional Rhône-Alpes, c'est fini de la bonne morale affichée par les provies et les frontistes. En guise de bonnes oeuvres, c'est aux casinos de la région et non aux paroisses qu'un élu FN, Wyssa, a proposé le soutien financier du conseil en ces termes : il faut «*prendre la défense des casinos de France qui sont actuellement menacés par une décision qui constituerait à accroître la fiscalité qui grève les gains de ces établissements*» (1).

t Autre contradiction, bien que le FN se fasse officiellement le défenseur des petits commerçants au point de reprendre plusieurs thèmes poujadistes contre les grandes surfaces, un élu du nom de Clavel a demandé au conseil à ce que l'aide à l'immobilier d'entreprise en zone rurale n'aide pas trop les PME et PMI (i.e les petits commerçants) car cela pourrait «*créer une concurrence artificielle entre les commerces de proximité et les centres commerciaux ou grandes surfaces*». Car c'est bien connu, les petits commerçants livrent une guerre sans pitié aux grandes surfaces (2) !

t Enfin, dans la série « Français d'abord », le FN a vigoureusement soutenu l'ouverture de l'aéroport de Lyon, Satolas à l'entreprise américaine DHL.

#### 0% de social

t Sans doute par crainte du ghetto, le FN Rhône Alpes s'oppose à l'aide publique aux maisons de retraite : «*ne faut-il pas se méfier de la prolifération de maisons dites de retraite ? Car, plus la prison est dorée et confortable, plus l'exclusion est hypocrite.*» (3) Il est vrai que rien ne remplace une bonne exclusion bien franche !

t Sans complexe vis-à-vis des 20% d'ouvriers à voter pour le FN, au cours d'une

séance, ses élus se prononcent radicalement contre le droit de grève et demande même l'interpellation des grévistes.

#### L'élitisme contre l'éducation

t Ancien recteur, Bruno Gollnisch qualifie l'enseignement de «*désastre scolaire*», «*toujours plus cher*» et propose de «*faire reposer la transmission des connaissances sur l'excellence*», en supprimant tout ce qui pourrait faire d'elle un outil intégrateur et démocratique. Côté fantasmes sécuritaires, il exige la mise en place d'une «*restauration de la sécurité dans les établissements*» grâce à des «*sas, caméras, badges, enceintes de protections*». Le développement de l'apprentissage et la «*revalorisation du travail manuel*», seul moyen de lutter contre «*la main d'oeuvre immigrée*».

#### O en culture

t Alors qu'à Vitrolles, la municipalité considère que la culture ne doit pas être politique, Pierre Vial explique : «*Nous considérons en effet qu'aucun choix culturel ne peut être séparé d'un engagement politique et idéologique.*» (4)

t Comme partout, le FN est en lutte contre toute forme d'art postérieure à 1900, sitôt traité de «*culture mondialiste de masse*» ou d'«*anti-culture*».

#### L'économie à la merci des étrangers

t En guise de programme économique, Gollnisch propose essentiellement de faire de Rhône-Alpes «*la première région touristique d'Europe*» en augmentant le budget du tourisme de 10%.

#### Le natalisme à toutes les sauces

Un chapitre entier du plaidoyer de Gollnisch porte sur la «*démographie et la famille*». Il explique que l'accroissement de la population en Rhône Alpes est tout a fait illusoire car il ne s'agit pas de natalité

mais d'arrivée de population étrangère à la région. Il rappelle bien entendu que «*la famille est le creuset et le fondement de toute civilisation*» et «*l'un des principes essentiels qui prime sur tous les autres est celui de la défense de la vie humaine innocente*». En toute logique, les conseillers FN sont systématiquement intervenus contre la loi Veil. A l'avenir, ils envisagent de créer un observatoire de la natalité en Rhône-Alpes, de décerner un Prix Rhône-Alpes aux familles françaises les plus méritantes, d'accorder un fond de soutien aux maternités en zones rurales et enfin de mettre en place une allocation régionale pour la garde d'enfants à domicile. Tout un programme !

#### Les Votes «contre» du FN au conseil régional

Le FN a voté **contre** les constructions, les réhabilitations et le désamiantage des lycées de la région. • **contre** un soutien accru aux lycées situés en ZEP. • **contre** le soutien aux jeunes en formation sociale et professionnelle. • **contre** les énergies moins polluantes. • **contre** le soutien aux jeunes laboratoires de recherche. • **contre** le développement de la coopération et de la francophonie. • **contre** la prévention dans le domaine de la santé. • **contre** l'aide au logement des plus démunis. • **contre** une meilleure répartition des logements sociaux. • **contre** l'aide au logement social. • **contre** le soutien scolaire. • **contre** l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté. • **contre** la protection de la biodiversité agricole. • **contre** le soutien aux compagnies de théâtre

Aline Baïf

Dossier établi notamment grâce aux éléments réunis par le Groupe des Verts du conseil régional de Rhône Alpes : «*Le vrai visage des élus Front national à la région Rhône Alpes.*»

(1) Session du 24 et 25 octobre 1996, p. 74 ; (2) idem p. 73 ; (3) M. Lillio 25 et 26 juin 1992, p. 184 ; (4) 25 et 26 juin 1992, p. 72

# Liste des Elus FN aux régionales 1998

**Avec 275 élus, le FN a progressé partout et joue désormais l'arbitre dans la plupart des régions. Seuls quelques départements échappent encore à ses élus : la Creuse, l'Ariege, le Cantal, la Lozère, l'Aveyron, le Gers, le Lot et les Hautes Alpes.**

Adam Philippe, Algrin Michel, Aloït Louis, Amann Franck, Antony Bernard, Arnautu Marie-Christine, Avon François, Baeckeroot Myriam, Balassi Serge, Barbier Jean-Pierre, Bardet Jean Claude, Bargoin Gérard, Bariller Damien, Barlemont Jean-Claude, Barlemont Virginie, Barrere Jean Marie, Bart Jena-Luc, Bayvet Michel, Becker René, Bejean Luc, Belbeoch Agnes, Bellier Nadine, Bernard Philippe, Bernardon Martial, Besse Maryse, Bild Martial, Binder Patrick, Blanc Jacky, Blot Yvan, Bompard Jacques, Bouguereau Jean-Louis, Bouin René, Bourhis Stéphane, Bourrez Jacques, Boury Liliane, Boutonnet Marie-Christine, Brasseur Raynald, Braun Jacqueline, Breuil Alain, Briffaut Franck, Briois Steeve, Brissaud Jena-Marc, Brissaud Sophie, Broccard Patrick, Brule Paul, Bruna Micheline, Brunot Eric, Buridant Flavia, Cailleux Jean-Paul, Carayon Michele, Cavin Charles, Chaboche Dominique, Chapron Philippe, Charbonneau Jean-Romée, Chaton Christian, Chauvelin Paul, Chetail Norbert, Cheval Joël, Claire Yvon, Clavel André, Colombani Philippe, Colombier Jacques, Commenge Francine, Coupat Jean, Courtois Michel, Crépin Robert, Cros Marie-Josée, D'André Jean-Louis, D'Ogny Jean, D'Ornano Mireille, Daude Denis, Daugan Bernard, De Beauregard Philippe, De Bouteiller Denis, De Coat Goureden Yves, De Gubernatis Gérard, De la Croix Vaubois Régis, De la Rivière Cendrène, De la Tocnaye Thibault, De Penfentenyo Marie-Christine, De Perier Arnaud, De Perretti Alain, De Peyrecave Miguel, De Rostolan Michel, De Saint-Just Wallerand, De Tarlé Guilhem, De Trogoff Jean-Luc, Delbe Anne-Marie,

Delcroix Eric, Delmas Pascal-Michel, Denolle Jérôme, Deresnes Claude, Derocles Thierry, Descaves Pierre, Despres Henry, Dessessart Guy, Dierckens Michel, Disdier Jacques, Dore Jacques, Douissart Jean-Yve, Drouot Jean-Claude, Dubois Jean-Michel, Duchaussoy Françoise, Duchene Stéphane, Ducreux Francis, Dugelay Alain, Dugrès Guy, Dumez Philippe, Dupont Yves, Dupont-Tingaud Claudine, Dupres Yves, Durbec Stéphane, Duval François, Emie Jean-Pierre, Escortell Henri, Etienne Maurice, Eymery Philippe, Fayard Hubert, Fecci Pinatel Colette, Ferrand Edouard, Floiras Liliane, Fouches-Saillenfest Philippe, Fourny Jacques, François Rémi, Frappa Jean-Claude, Freppel Bernard, Freulet Gérard, Galvaire Jean-François, Gérard Jacques, Gollnisch Bruno, Gost Jean-Pierre, Gourlot Thierry, Grangis Christian, Granjon Frédéric, Grolet Françoise, Gros Maurice, Guérard Philippe, Guéret Christian, Guillemot Xavier, Guiniot Michel, Heng Marlene, Henriot Jacques, Henry Jean-Paul, Herlory Guy, Hubault Michel, Iorio Eric, Isore Laurent, Jaboulet-Vercherre Pierre, Jaffres Claude, Jamet Alain, Jamet France, Janin Max, Jealkh Jean-François, Kerleo Anne-Marie, Klein Theo, Lacapelle Jean-Lin, Lang Carl, Laroze Serge, Launay Christian, Le Chevallier Jean-Marie, Le Gallou Jean-Yves, Le Gentil Maurice, Le Henand Loïc, Le Nestic Joel, Le Pen Jean-Marie, Le Pen Marie-Caroline, Le Pen Marine, Le Rachinel Fernand, Le Scornec Christian, Lecaillon Jacques, Lecoœur Brigitte, Lehideux Martine, Leroy Alain, Lespagnon Sophie, Ligney Marie-France, Lillio Gérard, Lussan Jean-Pierre, Macary Guy, Malarmey Bruno, Manificier Jean-

Claude, Maréchal Samuel, Marchal Jacques, Markowsky Pascal, Marsan Eddy, Martin Dominique, Martinez Jean-Claude, Martinez Serge, Maugendre Jean-Pierre, Maugendre Pierre, Mayadoux Jacques, Megret Bruno, Melin Joëlle, Meurice Daniel, Michel Claude, Midy Bernard, Milliau Philippe, Milloz Pierre, Mina Nicole, Montel Sophie, Morati Raymond, Moreau Claude, Moreau Robert, Morize Olivier, Motte Jean-Philippe, Mourichon Patrice, Nicolay Jean-Marie, Normand Jean-Etienne, Olivier Jacques, Olivier Philippe, Orabona Antoine, Pascal Elisabeth, Pauty Pierre, Payet Lionel, Pelletier Jean-Claude, Penelle Gilles, Perdomo Ronald, Peres Pierre, Perrot Charles, Petit Hugues, Petitdidier Paul, Peyron Albert, Peyrou Jacques, Pichon Olivier, Pinet Bernard, Poitrineau Abel, Prat Rose-Marie, Prejean Marie-Estelle, Prenat France, Proth Jean-Marie, Racouchot Bruno, Ract Georges, Reveau Jean-Pierre, Robert Bertrand, Rosset Albert, Roudil André, Rouger Philippe, Roussel Marie-Claude, Rouyer Louis, Saintomeer Nadège, Salagnac Catherine, Savon Hubert, Schénardi Jean-Pierre, Schénardi Lydia, Schneider Jean-Marie, Schultz François, Sebielle Alain, Sennoville Louis, Serbera Jean-Pascal, Simonpieri Daniel, Simpatico Patrick, Slabolepszy Dominique, Smahi Farid, Soccoja Louis, Sogni Alain-Jean, Stirbois Marie-France, Subtil Bruno, Susini Jean-Jacques, Taveau François-Régis, Theil Georges, Timmermans Franck, Tinseaux Pierre, Varanne Jean-Claude, Vassieux Jacques, Veillerot Annick, Vellieux Christian, Verdon Jean, Vial Pierre, Viot Michel, Voelkel Michel, Wees René, Wyssa Olivier, Ximenes Michel, Yahiaoui Si Ahmed.

## Les élus provie selon l'Aocpa

Pour l'AOCPA qui édite à chaque échéance électorale un listing de candidats provie, le le système partagé de connaissance des élus (SPARTACUS), être provie c'est avoir montré son opposition aux lois visant à dépénaliser l'avortement et aux lois Mattéi bioéthiques de 1994. Au palmarès François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne); Jacques Baumel (RPR, Hauts de Seine); Loïc Bouvard (UDFC, Morbihan) (abstenu); Jean-Guy Branger (UDF, Charente-Maritime); Jean Briane (UDC, Aveyron); Xavier Deniau (RPR, Loiret); Jean Falala (RPR, Marne); Henri de Gastines (RPR, Mayenne); Jacques Godfrain (RPR, Aveyron); Jean-Louis Gosduff (RPR, Finistère); Olivier Guichard (RPR, Loire-Atlantique); Xavier Hunault (app. à l'UDF, Loire Atlantique); Maurice Ligtot (UDF, Maine-et-Loire); Pierre Micaux (UDF, Aube); Michel Péricard (RPR, Yvelines); Etienne Pinte (RPR, Yvelines); Jean Royer (divers droite, Indre et Loire); Jean Valleix (RPR, Gironde) Il faut bien entendu y ajouter quelques figures provie qui n'ont pas eu l'occasion de se prononcer contre ces lois. Christine Boutin, Bernard Seillier (adhérent de la Trêve de Dieu). Germaine Burgaz—maintenant transfuge du Fn—utilisait son mandat de conseillère régionale pour sa double casquette FN-Laissez-les-vivre pour envoyer ses lettres d'insultes et de menaces aux partisans du droit de choisir. Autre exemple, c'est comme conseillère générale que Colette Codaccioni a saigné le Planning familial du Nord entraînant sa perte.

## DES CANDIDATS FACE AU DROIT DE CHOISIR

Mi février, Prochoix profitait de l'ambiance des régionales pour envoyer 258 questionnaires aux candidats du PS, Verts, RPR-UDF, FN et de la LCR, leur demandant de se positionner sur le droit de choisir, le droit à l'avortement, l'éducation sexuelle dans les lycées, l'égalité des droits entre homosexuels et hétérosexuels, la parité. A la veille du bouclage, nous avons en tout et pour tout reçu trois réponses.

### Michel Delebarre (PS) Nord-Pas-de-Calais

*Le numéro précédent, et malgré nos multiples requêtes, Michel Delebarre avait refusé d'expliquer sa participation comme membre d'honneur à un congrès provie organisé en 1990. La veille du scrutin, il a quand même trouvé le temps de répondre à notre questionnaire...*

**Vous définissez vous plutôt comme prochoix, provie ou ni l'un ni l'autre ?** A priori, dans la définition quelque peu manichéenne que vous présentez, je me définirai plutôt comme prochoix.

**Êtes-vous pour le droit à l'avortement ?** Oui, et pour deux raisons. Sur le plan des principes, je suis pour la liberté de choix. Par ailleurs, rien ne doit être plus difficile à vivre qu'une grossesse non désirée pour la femme et souvent ensuite pour l'enfant. Parce que je sais que, contrairement à toutes les absurdités que l'on peut entendre à ce sujet, les femmes ne considéreront jamais l'avortement comme une simple méthode de contraception. Même en cas de grossesse non désirée, c'est toujours une décision douloureuse à prendre. La femme qui y est contrainte doit, j'en suis convaincu, toujours vivre difficilement cette décision.

**Êtes-vous pour les PMA ?** La procréation médicalement assistée peut-être une aide précieuse pour lutter contre les problèmes de stérilité. Il appartient au législateur, conseillé par le comité bioéthique, de définir un cadre précis autorisant le recours à cette méthode. La PMA, outil de lutte contre la stérilité, oui ; la procréation médicale assistée, outil de manipulation génétique, non.

**Êtes-vous pour la parité ? Selon quelles modalités ?** Je l'ai prouvé dans la composition de la liste que je conduis pour les élections régionales. Je continuerai à le faire en confiant aux femmes, comme aux hommes, sans aucune distinction, les mêmes responsabilités politiques au sein

de l'exécutif que, je l'espère, j'animerai. Cependant, je garde une exigence : la parité n'est pas une valeur en soi. Elle est un moyen de mettre fin à une situation discriminatoire à l'égard des femmes. Le tout est de faire acter ce principe comme quelque chose de naturel. Après, tout est question de personnes : le fait d'être un homme ou une femme n'est pas une qualité en soi, cela dépend ensuite des qualités et capacités spécifiques de chacun.

*(Précisons que son attachement à la parité n'a pas empêché Michel Delebarre de se présenter contre MC Blandin, au risque de faire perdre l'unique présidence de conseil régional jusque là détenue par une femme... NDLR)*

**Vous considérez-vous comme féministe ?** Je ne le pense pas ! Mais peut-être faudrait-il le demander aux femmes qui me connaissent (à MC Blandin ? NDLR) et particulièrement à mon épouse. Cela étant, les avancées se seraient-elles produites sans le combat des féministes ? J'en doute. *(Alors pourquoi douter du féminisme ? NDLR)*

**Êtes-vous prêt à soutenir financièrement les Centres d'Interruption Volontaires de Grossesse de votre région ?** Les CIVG doivent exister et avoir les moyens de fonctionner. Cela implique que chacun assume ses responsabilités. Il est indispensable que ces financements se fassent dans le cadre du droit commun, tel que prévu par la loi et c'est pour cela qu'il faut se battre. En effet, rien ne serait plus dangereux pour l'application effective de ce droit que certaines collectivités ou organismes n'assument pas leur charge et qu'il y ait obligation de substitution d'action par d'autres collectivités

**Contribuerez-vous à développer l'éducation sexuelle dans les lycées ?** Ne pas le faire serait pour le moins criminel ! Au delà de ce que l'on pourrait appeler pompeusement « la libération des mœurs » se

pose la grave question de la prévention de la santé publique : la lutte contre le SIDA et les MST. Dans cette prévention, le monde éducatif doit être à la pointe du combat ; c'est le meilleur vecteur !

**Seriez-vous prêt à refuser une subvention à une association qui lutterait contre le droit à l'IVG ?** Je l'ai dit : le droit à l'avortement est un droit acquis. Il faut qu'il soit mis en oeuvre et c'est le rôle des associations intéressées à le défendre. Il n'y a que le FN qui se soit engagé dans la voie que vous évoquez ! *(A titre informatif, nous signalons à Michel Delebarre qu'il existe en France près d'une soixantaine d'associations provie ou anti-IVG qui, comme le CLER, Grossesse secours ou SOS futures-mères (émanation de Laissez-les-vivre) bénéficient ici et là de subventions régionales et parfois même nationales. NDLR)*

**Êtes-vous pour l'égalité des droits entre homosexuels et hétérosexuels ?** J'ai été, en ma qualité de Maire, avec Pierre Mauroy et Gérard Caudron, un des premiers à délivrer des certificats de concubinage pour couples homosexuels. Là encore, ce mouvement vers le rapprochement des droits me paraît inéluctable. Toutefois, il me semble important que ce mouvement se fasse progressivement, dans le cadre d'un vaste débat public interrompu. Pour des questions de sociétés aussi délicates que celle-ci, ce sont les citoyens qui doivent s'approprier les changements sociaux.

**Une fois élu-e, quelles actions en faveur des femmes allez-vous mettre en place ?** L'égalité des chances : ouvrir des stages d'insertion professionnelle et continue, ce qui suppose de leur permettre d'accéder à des conditions de vie moins contraignantes (gardes d'enfants, indemnisation, frais de déplacement. Il est certain que la présence des femmes au sein de l'exécutif facilitera la vigilance.

## Marie-Christine Blandin (Verts)

### Nord-Pas-de-Calais

**Vous définissez vous plutôt comme prochoix, provie ou ni l'un ni l'autre ?**

Prochoix.

**Êtes-vous pour le droit à l'avortement ?**

Oui, et c'est un droit acquis, légal, à préserver que nulle femme n'utilise par confort, mais comme l'ultime solution qui lui permet de ne pas débiter une grossesse non désirée. Ce droit doit s'exercer sans culpabilisation. Ce droit est un élément de liberté qui s'ajoute à l'accès à l'information et à une contraception de qualité accessible à toutes.

**Êtes-vous pour les PMA ?**

Je redoute les conceptions tardives, où l'enfant relève plus du caprice tardif que d'une maternité réfléchie. Je pense que l'adoption peut résoudre les difficultés de nombreux couples. Sur ce, certains appoints médicaux à des carences physiques identifiées méritent leur autorisation, pour peu que la société se définisse une bioéthique indépendante des laboratoires et lobbies pharmaceutiques ou de cliniques.

**Êtes-vous pour la parité ? Selon quelles modalités ?**

Oui, car le pourcentage des femmes élues reste dérisoire par rapport à la

mixité de la société. Sur ce, le cumul des mandats, les scrutons de type majoritaire favorisent regrettamment la reproduction de la gent masculine dans les assemblées.

**Vous considérez-vous comme féministe ?**

Tant qu'il n'y aura pas équité des droits entre hommes et femmes, je me sentirai féministe et accompagnerai leurs luttes.

**Êtes-vous prête à financer des campagnes d'information sur la contraception ?**

En région Nord-Pas de Calais, nous le faisons régulièrement, y compris au travers de l'aide pluriannuelle à des associations dont l'information sur la régularisation des naissances est l'objet social.

**Etes-vous prête à soutenir financièrement les CIVG ?** Ce n'est pas directement une compétence régionale. Cependant en épaulant financièrement les hôpitaux, nous y contribuons et nous sommes vigilants.

**Contribuez-vous à développer l'éducation sexuelle dans les lycées ?**

Au travers d'édition de valises pédagogiques ou du financement d'intervenants cela fait partie de notre tâche.

**Seriez-vous prête à refuser une subvention à une association qui lutterait contre le droit à l'IVG.**

Oui, bien sûr et j'ai même témoigné à charge contre le commando anti-IVG de l'hôpital de Valenciennes.

**Êtes-vous pour l'égalité des droits entre homosexuels et hétérosexuels ?**

Le CUS fait partie de notre programme de même que nous soutenons des projets culturels ou de prévention portés par des associations homosexuelles.

**Une fois élu-e, quelles actions en faveur des femmes allez-vous mettre en place ?**

L'équité d'abord dans toutes les politiques publiques et des coups de pouce quand les filles ou femmes en ont besoin : sport professionnel, bourse vocation scientifique, initiatives de quartier, aides aux femmes réfugiées.

**Êtes-vous pour le droit à mourir dans la dignité ?** Oui, mais il faut un travail débattu et humaniste pour que

soit respectée la volonté de celui qui souffre et évité toute dérive d'euthanasie au service d'une société peu scrupuleuse.

## Antoine Ruffenach (PRR-UDF-MPF)

### Normandie

*Dans le lot, Antoine Ruffenach, maire du Havre et candidat régional à la tête d'une liste RPR-UDF et MPF (le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers) nous a écrit..*

«Rouen le 4 mars 1998. Madame, monsieur, j'ai bien reçu le questionnaire particulièrement éclectique que vous avez adressé à l'ensemble des candidats aux élections régionales du 15 mars prochain. Comme vous le savez sans doute, les questions que vous posez ne concernent aucunement les missions dévolues aux conseils régionaux, et ne rentrent pas en

ligne de compte dans les choix que sont amenés à faire les élus dans la gestion des Régions. Les préoccupations de votre association correspondent à des choix individuels et philosophiques qui relèvent du domaine de la Loi et donc celui du législateur. Votre interrogation qui peut concerner l'élection régionale et à laquelle je réponds volontiers est celle relative à la place des femmes dans la vie politique. Sans me considérer comme un « féministe », vous pourrez constater que sur la liste que je conduis, cinq des dix premières places sont occupées par des femmes, qui

représentent au total 40 % des candidats de la liste « Unis pour la Normandie ».

Je vous prie de croire, Madame, monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.»

*Précisons qu'aux dernières nouvelles, étant au coude à coude avec ses adversaires socialistes pour l'élection à la présidence de la région Haute-Normandie, Antoine Ruffenach—déjà colistier avec des membres du parti de Philippe de Villiers— était suspecté de partir à la pêche aux voix du Front national.*